

Deuxième partie

Les contributions nationales (Résumés)

Introduction de la deuxième partie

Dans la première partie, nous avons restitué le plus fidèlement possible les décisions collectives que nous avons prises, au début du projet d'une part et au fur et à mesure qu'il se mettait en œuvre d'autre part, concernant les bases de notre recherche, son objet, sa problématique, ses hypothèses et ses méthodes.

Notre recherche s'est poursuivie par le plus facile, à savoir ce que nous avons appelé l'analyse de l'émergence de la territorialisation vue du point de vue national. Cette analyse a consisté à étudier dans chacun des pays quelles ont été les transformations récentes de l'organisation spatiale du pays et quelle a été l'émergence progressive des processus de territorialisation observés sur l'ensemble du territoire.

On s'est attaché, pour respecter les limites de notre objet, à rester dans les territoires ruraux, tels qu'on les a définis dans la première partie.

De plus, on a mis l'accent, comme on l'a signalé dans la problématique, sur une approche qui soit centrée sur deux phénomènes principaux :

- Les transformations de la **gouvernance**, et en particulier l'articulation entre les trois groupes d'acteurs qui gèrent le développement d'un territoire, les acteurs publics, les associations et les acteurs privés.
- Les **transformations des activités** promues et gérées par les acteurs locaux, dont l'objectif tend à devenir la **valorisation locale des ressources territoriales**.

Cette recherche était menée à partir d'une grille d'« indicateurs » élaborés en commun par l'ensemble des chercheurs concernés, notamment au cours d'un séminaire qui a été organisé à Volos en 2004 pour préparer la proposition de projet.

Les résultats de ces investigations ont donc abouti à un rapport d'analyse nationale qui comprend, pour chaque pays, un texte et un certain nombre d'indicateurs. Texte et graphiques d'indicateurs, ainsi que les commentaires que l'on peut en faire, constituent les deux premières parties de chaque « contribution nationale ». Ils ont été réalisés, dans chaque pays, essentiellement à partir de l'information existante.

On a expliqué pourquoi - dans le chapitre II de la Première Partie -, nous avons décidé de tenter d'aller un peu plus loin que ces premiers résultats, en tentant de répondre à un certain nombre de questions -17 au total - permettant d'expliquer ce que l'on observe dans ces processus de territorialisation.

On sait que cette partie explicative a été réalisée en étudiant une ou deux régions par pays. Le résultat de chacune de ces études régionales a fait l'objet d'une note qui est insérée dans la présente deuxième partie, après chaque analyse nationale. Les trois documents, étude nationale, analyse par indicateurs et étude(s) régionale(s) constituent le « dossier » de chaque pays. C'est le résumé de ce dossier qui est présenté dans cette édition du rapport.

Les dossiers par pays sont présentés ci-dessous dans l'ordre suivant :

- Pays du Maghreb : Algérie, Maroc, Tunisie.
- Pays de l'Union Européenne : Espagne, France, Grèce.
- Pays de l'Est Méditerranéen : Albanie, Egypte, Liban, Palestine.

Comme on l'a signalé au début de cette édition, seuls les résumés des 10 contributions nationales figurent dans les pages qui suivent. L'intégralité des contributions nationales figure en ligne avec les références suivantes : <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00672935>.

Comme cela a été indiqué dans le chapitre II de la Première Partie, nous avons élaboré, pour chaque pays un diagnostic rapide fondé sur les 14 indicateurs suivants :

- Administrations déconcentrées
- Administrations sectorielles
- Services d'appui au développement
- Territoires de projet sectoriel
- Territoires de projet global
- Associations territoriales incluses dans les projets
- Associations territoriales suscitées par des ONG
- Associations territoriales spontanées
- Législation sur les associations territoriales
- Fonctionnement démocratique des associations
- Ancrage socio-territorial des associations
- Emergence d'une perception nouvelle des ressources territoriales à valoriser
- Existence d'un processus de mobilisation de ces ressources
- Unité administrative élémentaire qui initie un projet de développement territorial.

La grille qui a été établie par chacune des équipes à partir de ces indicateurs a été remplie de la façon suivante :

- Pour chaque indicateur, on a deux éléments, représentés par deux lignes :
 - . ligne « E » : « existence du phénomène dans le pays [(ex. oui, il y a dans le pays des administrations déconcentrées (indicateur 1)] »,
 - . ligne « F » : « fonctionnement du phénomène » (ex. services d'appui au développement : ils existent mais fonctionnent mal)
- L'appréciation sur l'existence et le fonctionnement est donnée par une note de 1 à 5 permettant de mesurer l'extension du phénomène dans le pays (existence) et la pertinence de son fonctionnement (fonctionnement).
- Le graphique figure à la fin de chaque résumé de l'analyse par pays.